

# GUIGNOL ILLUSTRÉ

RÉDACTION ET ADMINISTRATION  
Rue Simon-Maupin et rue de Lyon, 64

JOURNAL PATRIOTIQUE, PARAISSANT LE SAMEDI

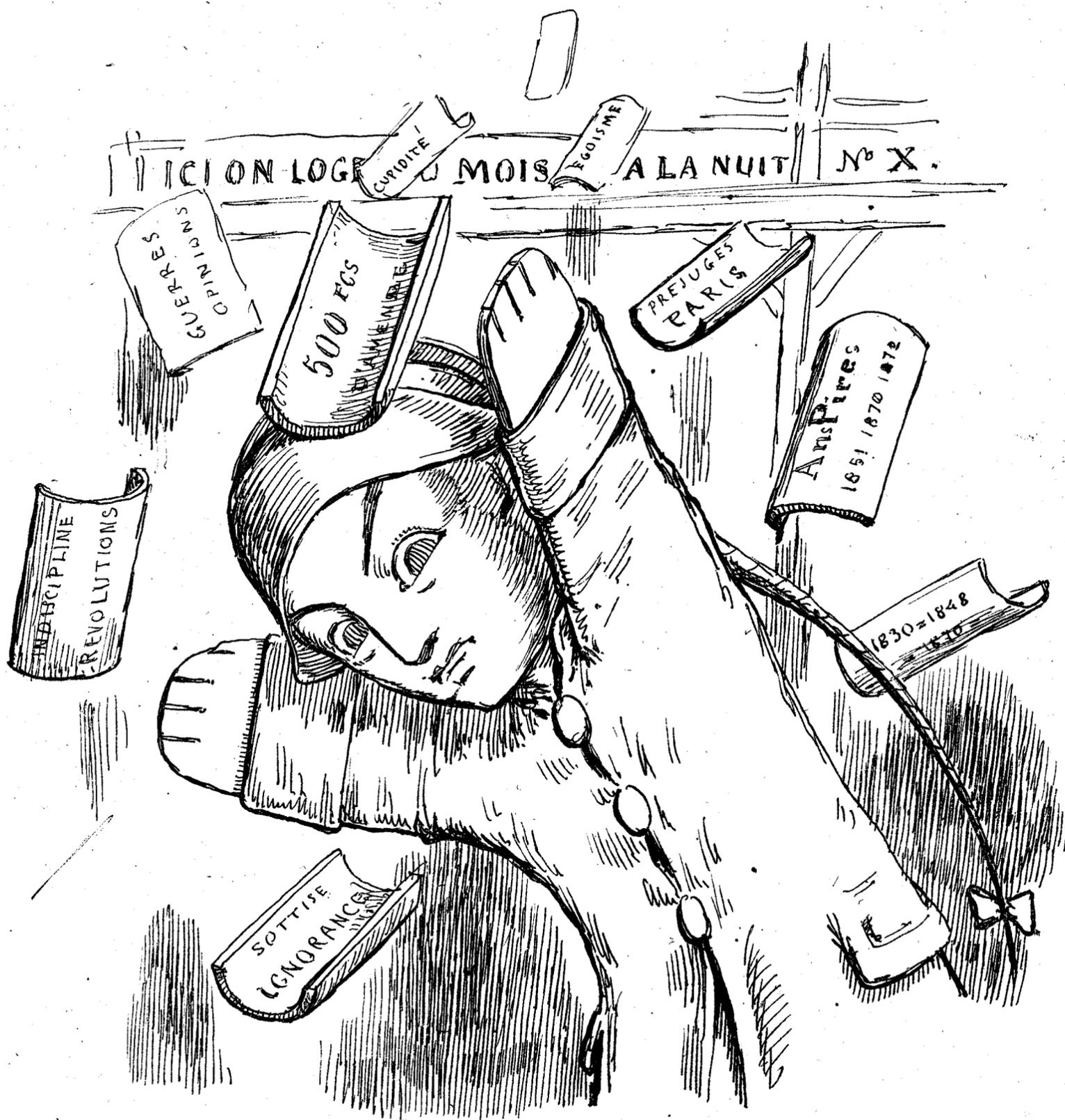
BUREAUX DE VENTE  
Rue Simon-Maupin et rue de Lyon, 64

ABONNEMENTS :  
Trois mois : 3 fr. 50 c.

RÉDACTEUR EN CHEF : LÉGION.

Les Manuscrits ne sont pas rendus.

## UNE TUILE



Bon! encore une..... Après tout, quand la baraque trébille, c'est pas étonnant si les étuiles vous débaroulent sur le coquelichon.

LA MORALE DE LA PRESSE

MADÉLON. — Eh! ben, grand feignant, grand propre à rien, qué qu'on raconte dans le quartier? Que t'as fait de canailleries! Que t'as passé aux assises! Que ces Messieurs t'ont flanqué 500 fr. d'amende!... Mais, grand pillereau, ta gredine de peau les vaut pas tant seulement, et oùsque que tu la prendras, cette argent? Te porteras au Mont-de-Piété toutes nos affaires, te pas? Dis-moi voir que non, si te l'oses; grand flandrin, grande ringue, grande panosse, grand benoni cavet!... Mais parle donc, imbecile, réponds-moi donc!.. Qué que te ressembles là planté comme un picarlat!...

GUIGNOL. — Que, diantre, veux-tu que je te reponde, te n'en finis pas de piailler.

MADÉLON. — Mais maintenant, je parle pas, pisque je te quesquionne; rebrique-moi donc quéque chose. Te me fais bouillir, cristi! avé c't air bugne. Reponds-moi donc.

GUIGNOL. — Eh! ben...

MADÉLON. — Eh ben quoi? dépêche-toi donc.

GUIGNOL. — Mais je peux pas, pisque te me coupes le sifflet.

MADÉLON. — Bonnes gens! faut y que te soyes bête. Parles donc que je te dis; parles donc: pourquoi que t'as t'éte condamné?

GUIGNOL. — J'ai t'éte condamné à cause que...

MADÉLON. — Ah! te t'as fait condamner toi, un homme marié! un père de famille sans enfants! un chef d'ateyer! T'as pas de honte, grand lâche! grand sans-cœur! grand...

GUIGNOL. — Allons bon: velà le btaillon qui recommence à marcher; je disais ben que te me laisserais pas tant seulement piauler.

MADÉLON. — Mais aussi gn'a pas de bon sens; te me ferais ben tourner en bourrique de voir tout ça que te bousilles d'ouvrage, et comment que te t'as fait mettre à l'amende de 500 francs, au lieu que tous les autres gagnent d'argent. Voyons un peu, du depuis que t'esses sus ce méquier de journaliste, qué que ça t'a rapporté? En place de compliments, de z'amendes et en pour de miyons la misère et la crève faim... Eh ben alorsse, pourquoi que te t'époumones à c'te frame bourrassense? Pourquoi que te veux toujours griffarder dans les papiers?

GUIGNOL. — C'est pour dire à mon idée quand ça marche de travers.

MADÉLON. — Ah! la belle vaille! t'as bigrement réussi! Quand c'était Napolion troisse, te li fessais contre; quand ç'a été le Grambêta, t'as quasiment défendu l'autre, et t'esses tombé sur le Grambêta; quand le petit Quiers n'esse arrivé, te t'as tout de suite sigrolé à la première bêtise qu'y n'a faite...

GUIGNOL. — Oh! mais j'ai ben aussi défendu ceusses qu'on leur z'y fesait du mal que c'était pas juste, le général Mazure, le commissaire de police.

MADÉLON. — Parle n'en voir un peu; à quoi que ça t'a avancé? Le général y se fiche pas mal de toi; c'est pas lui qui te parera des taloches, et quand même que t'as défendu les commissaires, ça a pas empêché les juges de t'en fichier jusque par-dessus les oreilles. Oh! imbecile, va! Cristi,

si j'savais tant seulement siner mon nom en écriture, comme je saurais mieux faire que toi!

GUIGNOL. — Et comment que te ferais?

MADÉLON. — Comment je ferais?... Et comme les malins qui ramient les piastres des horniellasses. Quand ça serait la République, je crierais pour la République; tous les gones mouvants de la Guyotière aux Tapis m'apporteraient leurs piastres; quand ça s'rait l'Empire, je heuglerais comme un veau: Vive l'Empereur! et j'aurais la croix; quand ça commencerait à sentir les Orléans, j'élèverais un pique en terre que chanterait le soleil levant; et, si manquement les gones reniflaient du côté d'Henri cinque, je mangerais tout de suite le poulet à la sauce blanche, et je me ficherais un claqueret sur l'estomac, du côté du cœur. Tout le monde diront que j'ai d'esprit parce qu'y z'aient tous qu'on dise comme eusses, et qu'y trouvent rien de si canant que quand on dit comme y pensent.

GUIGNOL. — Mais faut ben être imbecile de changer comme ça de japillement toutes les saisons.

MADÉLON. — Imbecile! tais-toi donc. Ça nous fera avoir de belles affaires, nous mangerons rien que de gratons et de bêtillies; nous aurons d'esprit autant que d'argent, comme de gros bargeois.

GUIGNOL. — Mais on dira que je sis capon et canaille de taper toujours sus les enfonceés....

MADÉLON. — Oh! grand benoni! Te sais donc pas qu'on n'est jamais canaille quand on a de piastres? Laisse donc faire seulement que t'en oyes: te porteras de chapeaux montés et moi de robes de soie, on m'invitera aux bals de la Préfecture, et je serai une grande dame pour de bon. Hardi! essaie, grand bête, ça peut pas rater; regarde tous les autres: y deviennent tous quéque chose, ou menistres, ou marchands de tabac; gn'a que toi que demeure toujours... GUIGNOL.

500 FRANCS D'AMENDE!

Le *Défenseur des Droits de l'homme* se serait écrié pendant trente numéros consécutifs? Est-ce croyable? Nous devions avoir que la sentence de nos juges nous a tant soit peu surpris, d'autant plus que, dans le calme de notre innocence, nous avions complètement oublié, que notre sort se prononçait le mercredi 15. Grâce à cet oubli, indice irrécusable d'une conscience pure, aucun rédacteur du *Guignol* n'assistait au prononcé du jugement, et nous ne l'avons appris que trois jours après.

Nous n'avons pas été les seuls à être surpris: les journaux de Lyon et de Paris, et le rigoureux *Moniteur judiciaire* lui-même, avaient cru que nous n'avions été condamné qu'à 50 fr. Ce qui était d'autant plus vraisemblable, que nous avions vu précédemment un exemple de pareille indulgence en matière de presse. Peut-être le Tribunal a voulu nous prouver que l'on est plus excusable de diffamer et de calomnier, que de se méprendre sur le caractère politique ou non d'un article de journal. Voici en résumé les considérants et les chefs d'accusations que nos juges ont fait valoir, pour conclure à une condamnation aussi forte; nous les abandonnons sans commentaire au jugement du lecteur:

Savoir: 1° dans le numéro 61 du journal, des allusions à la situation financière et à l'organisation des institutions publiques du pays; 2° des appréciations critiques sur l'assujétissement des journaux politiques au cautionnement; 3° dans le numéro 62 du journal, une dissertation sur la nature du mandat politique conféré aux députés, aux États Généraux et le mandat impératif; 4° des allusions critiques aux candidatures politiques patronées par le *Salut public*, le *Progrès* de Lyon et la *Décentralisation*; 5° dans le numéro 63 du journal, des appréciations critiques sur la fréquence des élections pour la constitution de l'Assemblée nationale, des conseils généraux, des conseils d'arrondissements et des conseils municipaux; 6° des allusions critiques aux dis-

cussions ou polémiques relatives au désarmement de la garde nationale.

Cette rigueur extrême nous oblige à appeler de cette sentence. Nous étions résolus à accepter, en principe et sans murmurer, notre condamnation; mais nous ne pouvons admettre absolument une peine aussi rigoureuse. Nous en appelons donc à la Cour, bien convaincus qu'elle saura maintenir la balance égale entre la loi et une simple erreur d'appréciation qui peut échapper aux plus habiles.

ALÉTHÉS.

PANTINS ET FICELLES

On se demande quel intérêt l'administration pouvait avoir à tenir la chose si secrète.

Nous apprenons, en effet, que mardi dernier a eu lieu au Grand-Théâtre, le concert organisé sous le patronage de Mme Thiers, au bénéfice des victimes de la guerre. C'est à n'y pas croire. Renseignements pris, il paraît que la chose est réelle, que le concert a parfaitement eu lieu, et la preuve, c'est qu'il n'y avait personne.

On nous assure que cette soirée artistique, fixée d'abord à la fin de la semaine, a été donnée le mardi, car le bruit commençait déjà à s'en répandre et à transpirer dans le public.

Les victimes de la guerre n'ont plus qu'à voter une adresse de félicitations aux organisateurs de cette affaire; voilà au moins des gens à qui l'on peut confier un secret, leur discrétion va devenir proverbiale, et jamais, sans contredit, conspiration criminelle ne fut tramée avec tant de mystère qu'on en mit à organiser ce fameux concert.

Nos compliments sincères à ces messieurs...

Cette semaine, les membres de notre conseil général ont jugé à propos de restaurer leurs sentiments démocratiques à 25 francs par tête, vins compris et pain à discrétion, dans le grand et beau salon de l'hôtel Collet.

Parmi les invités, on remarquait son altesse le préfet du Rhône.

Au dessert, M<sup>e</sup> Millaud, toujours aimable, a porté à ce cher Valentin un toast d'une finesse exquise.

En voici les premiers mots:

« A mon ami le préfet, qui a bien voulu nous laisser nos couleurs rouges et nos cravates noires! »

Evidemment, M<sup>e</sup> Millaud a voulu faire un mot (que dis-je? il l'a fait), et il faut lui rendre cette justice, c'est qu'il n'a pas abusé de la complaisance de son public; il a eu assez de puissance sur lui-même pour s'en tenir là, malgré la large voie ouverte à la fantaisie de son imagination par un aussi heureux début.

Le premier venu se serait laissé entraîner par son courant d'idées, et au lieu de dire simplement et spirituellement, comme M<sup>e</sup> Millaud:

« A mon ami le préfet, qui a bien voulu nous laisser nos couleurs rouges et nos cravates noires! »

Il aurait poussé sa phrase à l'infini, affaibli la portée de ses mots par la multiplicité, il nous aurait forgé une tirade dans ce genre:

« A mon ami le préfet, qui a bien voulu nous laisser nos couleurs rouges, nos cravates noires, nos chemises blanches, nos souliers cirées... (ici tous les détails du costume)... et nos personnes tranquilles. »

Chaque syllabe est pétillante de verve et d'esprit, mais comme simplicité on pourrait désirer mieux. Rien n'empêchait M<sup>e</sup> Millaud de s'exprimer ainsi, son succès était certain; mais avec la finesse et le bon goût qui le caractérisent, il a préféré laisser tomber ces simples mots:

« A monsieur le préfet, qui a bien voulu nous laisser nos couleurs rouges et nos cravates noires. »

C'est tout bonnement délicieux, et nous devons être bien fiers d'avoir un semblable représentant à l'Assemblée nationale.

POPOL.

QU'EST DEvenu M. BONNET?

Il est des hommes qu'on ne saurait assez regretter et dont le souvenir doit toujours être cher, surtout aux contribuables: M. Bonnet, ancien inspecteur général du service de la voirie municipale de Lyon, est incontestablement un de ces hommes.

Il touchait à la caisse municipale quinze mille francs pour son traitement annuel, soit 1,250 fr. par mois. En outre, une somme de 9,200 fr. était payée annuellement à M. Baudesson, pour la location des bureaux de ce regretté et regrettable inspecteur général; enfin, sur les travaux exécutés en régie, M. Bonnet s'est fait payer, du 1<sup>er</sup> janvier au 4 septembre 1870, une somme de 300 fr. 40 c pour courses en voiture!!.

Comment se fait-il que M. Bonnet ait quitté une place si avantageuse?

Les mauvaises langues prétendent qu'il est parti quand l'orage grondait et qu'il n'a plus envoyé de nouvelles. M. Bonnet ne devrait-il pas, cependant, rappeler, de temps en temps, les services importants qu'il a rendus à la ville de Lyon, — à raison de 15.000 fr. par an, — et apprendre à ses concitoyens quelle est la loi qui l'autorisait à faire des promenades en voiture aux frais des contribuables?

AGNOSTE.

## LE CHAPITRE DES BALOURDISES

Le *Journal de Lyon* est une importante individualité, qui joue en province le personnage du *Journal des Débats*. Il porte habit noir, faux col et cravate blanche; il dogmatise en professeur de faculté; il connaît les langues étrangères et parle allemand avec un fort accent alsacien; il est correct quoiqu'il confonde *climatérique* avec *atmosphérique*; qu'il enseigne la géographie à ses collègues, ce qui ne l'empêche pas de prendre Constance pour une ville suisse; en un mot, c'est un puriste, un savant même, lorsqu'il ne sait pas trouver la ville de Pniel sur une carte de l'Afrique méridionale.

Malgré ces éminentes qualités qui ajoutent un nouveau lustre à la rectitude, à la stabilité inébranlable de ses doctrines politiques, le *Journal de Lyon* n'est pas à l'abri des erreurs. Nous nous faisons un devoir de lui en signaler une, insérée dans un de ses derniers numéros; il s'empressera sans doute de la rectifier et puisera dans cette erreur même le motif d'une de ses dissertations si substantielles de fond et si ingénieuses de formes dont lui seul a le secret. *O felix culpa!*

L'un de ses rédacteurs, M. Valère, a fait une découverte tout dernièrement, pour prouver que l'olivier était un arbre exclusivement méditerranéen; il a écrit que cet arbre n'existait pas en Portugal.

« Le Portugal, dit le rédacteur du *Journal de Lyon*, « a une température moyenne plus chaude que la Provence; il n'a pas l'olivier. » Nous sommes bien fâché d'enlever cette illusion à M. Valère, mais le Portugal connaît l'olivier. Nous y avons vu nous-mêmes, de nos propres yeux, les bords du Douro et de Mondego, les vallons de l'Estramadure et de l'Alemtejo, tout couverts de l'arbre cher aux Provençaux; nous y avons vu l'olive écrasée y couler en flots d'huile ruisselante; et, comme particularité, nous apprenons à M. Valère, dans le cas où il voudrait s'y connaître, que l'huile d'olive portugaise a un goût prononcé qui lui vient de ce qu'on laisse fermenter le fruit. Nous pouvons ajouter encore qu'il y a deux ans, la récolte d'olives fut si abondante, que la production dépassa de beaucoup le chiffre de la vente et de l'exportation, et que les paysans portugais en étaient embarrassés.

Voilà qui peut suffisamment convaincre les plus incrédules; mais peut-être que le feuilletoniste spirituel et fécond du *Journal de Lyon*, comme l'intelligent doyen de notre faculté des sciences, comme notre savantissime conseiller général, M. le docteur Jourdan, méprise les assertions sans autorité des folliculaires du *Guignol illustré*. Dans cette prévision, nous apportons tout simplement pour preuve deux annonces d'une feuille portugaise: *O Commercio do Porto*.

Le numéro du 17 courant annonce la vente d'une grande et belle propriété, située à 2 kil. et demi de Porto, sur la rive gauche du Douro, et où se trouvent des oliviers, si bien même que la propriété et la localité où elle se trouve en portent le nom: *Vende-se em Oliveira do Douro a grande et bella quinta denominada de Oliveira... Havendo pomares... oliveiras, campos de terra lavralia...*

Dans l'autre annonce, de deux jours antérieure, un industriel recommande une presse à faire l'huile d'olive, de sa propre invention: *Prensa para fabricar azeita de oliveira et outros olos, etc., systema Colares junior*; et, à l'appui de cette de sa machine, il cite une quinzaine d'agriculteurs portugais qu'il ont adoptée: *Prensas d'este systema ja'a funcionnar em proprie-*

*dades dos seguintes illustrissimos e excellentissimos senhores Ignacio da Silveira e Menezes em Villa Vicosa, Joao Cabral de Souza Faria e Mello em Vianna de Alemtejo, Conde de Fornos de Algodres em Santarem, Felizardo Antonio Camoes em Evora, Antonio Jose de Carvalho em Elvas...* Il y en a assez, ce semble, et le *Journal de Lyon* n'exige pas, sans doute, que nous lui lixions la situation de Villa Vicosa, de Vienne d'Alemtejo, de Santarem, d'Evora et d'Elvas, comme nous avons dû le faire pour Pniel, cette ville de l'Afrique méridionale qu'il n'avait pu découvrir sur les cartes.

En somme, M. Valère a bien pu avancer que l'olivier est un arbre méditerranéen, mais, avant de s'empresser de répéter à ses lecteurs ce qu'il venait d'apprendre sur un livre, il aurait dû tourner le feuillet: il y aurait vu que cela n'était vrai que pour la France, et il se serait épargné la bévue de faire imprimer qu'il n'y avait pas d'oliviers en Portugal, où justement ils abondent.

A ce propos, une question: puisque l'on condamne à 500 francs d'amende les journaux littéraires qui laissent tomber quelques grains de vérité et de bon sens par-dessus la haie du domaine politique, est-ce que l'on ne punit pas les journaux politiques qui sèment d'erreurs et de sottises le champ de la science et de l'histoire?

Avant de terminer ce chapitre des balourdises, une première mention à la *Comédie politique*, qui attribue à Bismark le fameux mot du général américain que nous avons cité: « Paris est une maison de fous habitée par des singes, » et qui s'imagine, ni plus ni moins que les Chaverot du conseil municipal, que la place du *Consulat* devait son nom au Consulat de notre première République!

ALÉTHÉS.

## MITRAILLEUSES

Quel dommage que le citoyen Fertoret ne soit pas chargé de faire les mariages dans la capitale de toutes les Angletterres!

La session des divorces vient de s'ouvrir à Londres, et il n'y a guère que cent quatre-vingt-quatorze causes inscrites.

Vraiment, c'est peu.

Ainsi voilà cent quatre-vingt-quatorze ménages qui vont aller raconter devant le tribunal leurs déboires, leurs déceptions intérieures, à la plus grande joie de leurs concitoyens; les juges admettront la demande des uns, repousseront celle des autres. Pour les premiers, le mal ne sera pas grand, mais pour les seconds, — et ce sera le plus grand nombre, — les joies conjugales seront singulièrement refroidies, et ils se mordront longtemps les ongles d'avoir absolument voulu épancher leurs petites peines de cœur dans le sein de la publicité.

Il est vrai qu'ils en sont quittes pour se faire inscrire à la session suivante; de cette façon, pour peu que l'aréopage chargé d'examiner ces intéressantes causes persiste dans ses fins de non-recevoir, le même couple peut venir une ou deux fois par an faire aux bourgeois Londoniens le récit détaillé de sa vie intime.

C'est tout palpitant d'intérêt, et il est inconcevable que nos lois nous refusent une semblable distraction.

\*\*

On vient de vendre à Paris le mobilier de M<sup>lle</sup> Lesurque. Le public a, comme toujours, fait preuve d'une délicatesse exquise.

Les objets d'art se sont adjugés à des prix très-inférieurs, mais le portrait du malheureux Lesurques, mais son chapeau, sa redingote, enfin le moindre des vêtements qu'il portait pendant les débats a atteint des prix extravagants.

Le sentiment qui inspire les acheteurs est très-naturel. Posséder un beau tableau, une œuvre d'art de la plus grande valeur, sans doute c'est très-agréable, mais avec de l'argent tout le monde peut en avoir; aussi, quand on veut traucher sur le commun des millionnaires, on méprise ces goûts vulgaires et démodés.

N'est-il pas cent fois plus flatteur pour votre amour-propre, ne sentez-vous pas sur votre vanité un chatouillement bien plus agréable quand vous pouvez, au lieu de dire comme tant d'autres: « J'ai dans mon salon un Rubens magnifique, » vous montrer à qui veut vous voir comme un objet de haute curiosité, et crier

partout: « J'ai aux pieds les dernières chaussettes de Lesurque. »

\*\*

Le 15 novembre s'est ouvert le lycée allemand de Metz; messieurs d'outre-Rhin attendaient cet événement avec impatience: ils se préparaient à germaniser à outrance la jeunesse messine, et à lui inculquer ces grands principes civilisateurs auxquels nous devons la destruction de tant d'admirables monuments.

Eh bien! le croirait-on? à l'appel de cette instruction nouvelle, aux appels paternels de la paternelle administration prussienne, les habitants de Metz ont répondu par une abstention plus marquée encore que ne fut jamais celle des électeurs du parti de l'ordre.

Pas un élève ne s'est présenté.

Si l'on veut occuper les professeurs et leur empêcher de perdre leur latin, on va être obligé de ramasser dans les rues les ouvriers sans travail, et de leur offrir cent sous par jour pour jouir des bienfaits de l'instruction et de l'agréable atmosphère d'une salle bien chauffée.

\*\*

Voilà un incident qui ne nous arriverait pas.

Les agents de police de Birmingham viennent de se mettre en grève. Figurez vous un peu qu'un habitant de Birmingham lise dans les journaux que les gardes urbains de notre cité sont en grève; immédiatement le susdit habitant, tant dévoré fut-il du désir de voyager en France, s'empresserait de ne pas venir à Lyon. Et pourtant ce serait le moment ou jamais, car alors la police commencerait à se faire régulièrement.

Il paraît que les mœurs et les usages diffèrent de tout au tout de la France à l'Angleterre, car les naturels de Birmingham trouvent la position intenable.

Dieu tout-puissant, détournez ce malheur de leur tête et précipitez-le sur la nôtre!

\*\*

LE REPORTER MILITAIRE DU JOURNAL DE LYON. — Décidément, notre grand confrère a un reporter militaire qui jouit de la double vue, ce qui lui permet de multiplier indéfiniment les pantalons garance. Non content d'avoir vu 400 (quatre cents) pièces d'artillerie à la revue du Grand-Camp, le voici qui fait manœuvrer 20.000 hommes (vingt mille hommes) sur la place Bellecour à la revue de dimanche dernier. La place a 200 mètres de long sur 100 mètres de large, et dimanche il y avait à peine 2.000 hommes. Les soldats pour notre grand frère sont évidemment des pantins en bois auxquels il ne faut que l'espace strictement nécessaire pour pivoter sur place.

## Correspondance.

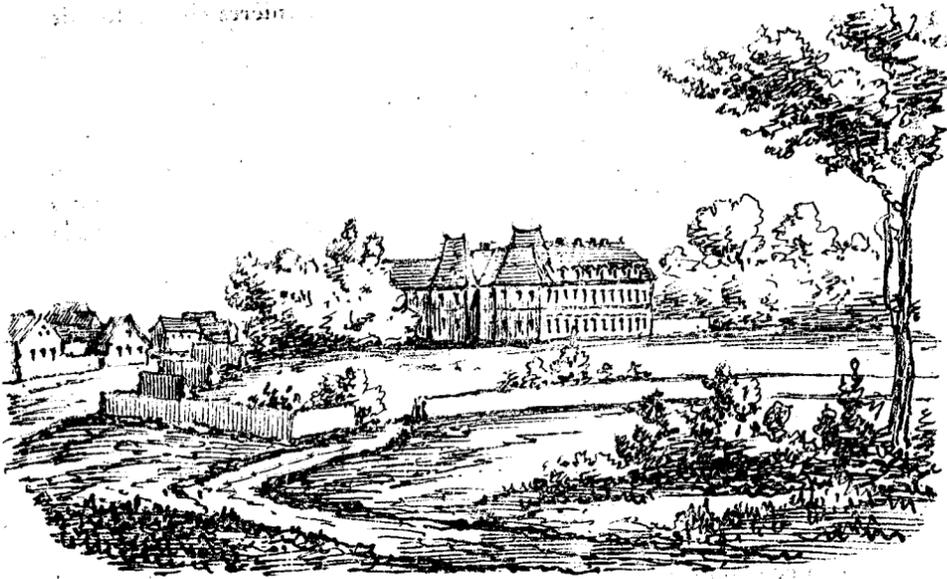
M. B. — La lame en question a été achetée en Suisse, nous le savions bien, mais il faut remarquer que les lames suisses sortent des fabriques de Solingen. Nous ne nous sommes donc pas trompés. Du reste, la chose a peu d'importance en elle-même, et ne pourrait éveiller les susceptibilités d'un fanatisme ridicule et insensé.

## M. FRENET

Un de nos correspondants nous fait observer qu'en parlant des peintures exécutées par M. Frénet dans l'église d'Ainay, nous avons oublié de mentionner les médaillons qui décoraient l'arc de la chapelle de la Sainte-Vierge, au dessous duquel est placée la statue de Bonnassieux. Il y avait représenté les diverses scènes de la vie de la mère de Dieu. Ces compositions, par leur dessin, par leur fini, et par l'idée qui les avaient inspirées différaient notablement de celles de la Crypte. Elles étaient conçues dans un sentiment profondément religieux; de même que les peintures de la Crypte, elles ont été effacées et remplacées par la décoration dessinée par M. Questel. Il n'en reste rien à notre connaissance, qu'un souvenir sur une grande et belle gravure, représentant le fond de la chapelle avec son autel, la statue et l'arc qui la surmonte.

**Erratum.** — ANNALES GROLÉENNES. Au lieu de: toute pièce doit finir par un commencement, lisez: par un couronnement.

Le Gérant, VIBERT.



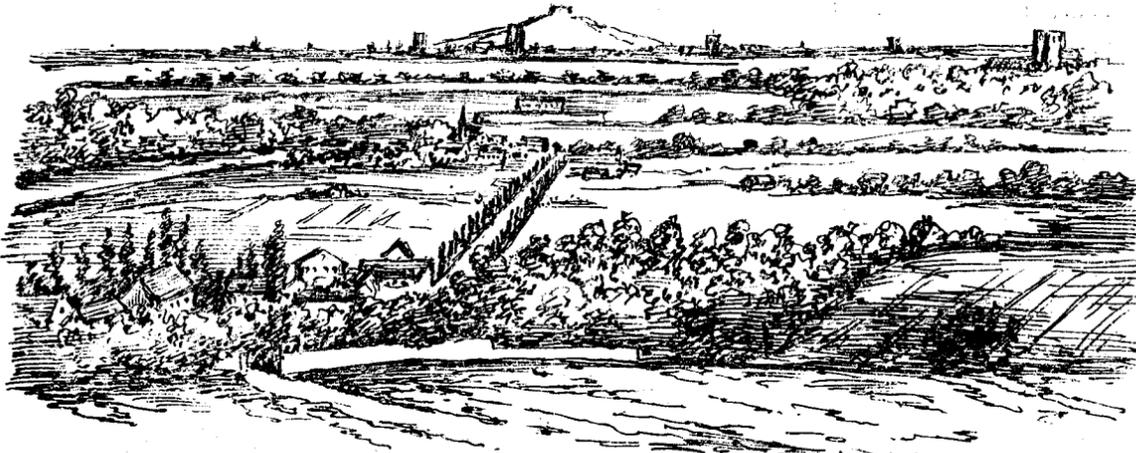
CHATEAU DE CŒUILLY



MAISON DU GARDE, près Chenevières.

LA  
GRANDE SORTIE DU 30 NOVEMBRE

Les quatre dessins qui figurent à notre 4<sup>e</sup> page, rappellent nos actions les plus meurtrières et les plus fatales de la dernière guerre, la grande sortie essayée par la garnison de Paris, pour tendre la main à l'armée de secours. Cette sortie, exécutée par plus de cent mille hommes et soutenue par des diversions sur tous les autres points, fut dirigée contre la partie la plus faible de l'armée ennemie. Les trois brigades wurtembergeoises, 18,000 à 20,000 hommes environ, eurent à supporter ce colossal effort. La longue route qui se voit sur l'un de nos dessins, fut la voie principale suivie par nos troupes de Joinville-le-Pont à Champigny, d'où l'ennemi fut débusqué; mais il se porta avec ténacité à Cœuilly et sur les autres points de sa ligne de défense. Renforcée par une brigade saxonne, la 1<sup>re</sup> brigade wurtembergeoise tenta bien, mais vainement, de réoccuper Champigny. Le château de Cœuilly était défendu par le 1<sup>er</sup> régiment d'infanterie wur-



LE CHAMP DE BATAILLE DE CHAMPIGNY

tembergeoise, et la maison du garde, entre Chenevières et Champigny, par le 2<sup>e</sup> bataillon de chasseurs; ce fut de cette maison que ce bataillon se porta sur Champigny. Les pertes, dans ces sanglantes journées, furent énormes des deux côtés, et la nouvelle de ces combats jeta le deuil dans toute la Souabe. Notre 4<sup>e</sup> dessin, montrant une batterie qui resta pendant tout le combat exposée au feu de Mont-Avron, donne une idée du nombre de victimes. Tel fut le seul résultat de ce plan élaboré entre nos gouvernements de Paris et de Tours. Mais en province, il fut encore plus désastreux: une grossière bévue du dictateur Gambetta, engagea l'armée de la Loire dans un combat inopportun et désavantageux qui se termina par une catastrophe. Gambetta ne s'était pas contenté de mentir en amplifiant à sa guise et d'une manière insensée, les communications qu'il avait reçues; il en vint à se tromper lui-même. Une ignorance épaisse, une complète inintelligence des questions qu'il dirigeait servent d'excuse à ce grotesque souverain, mais on ne comprend pas comment après de telles marques d'incapacité et de sottises, un tel homme peut conserver le crédit sur la foule.



L'ARTILLERIE WURTEMBERGEOISE SOUS LE FEU DU MONT-AVRON.

Pendant la journée du 2 décembre 1870.